

patrie, ni autel ; ce sont des aventuriers qui ne sont d'aucune nation et ne peuvent s'incorporer à aucune.

Il est vrai, qu'il y a des exceptions, et que l'on rencontre des hommes de bien et des hommes habiles, dignes de l'hospitalité qui leur est offerte et de l'affection de leurs nouveaux concitoyens.

Mais beaucoup apportent des vices et rien autre chose. Ennemis du travail, de la propriété, de l'autorité, et de la religion, ils ne peuvent être qu'une cause de trouble et de scandales.

Quelle espérance la patrie peut-elle fonder sur ces hommes et quels avantages en retirer, lorsqu'il serait nécessaire pour les maintenir dans le devoir, de placer un homme de police à côté de chacun d'eux. Ces étrangers mêlés à nos classes ouvrières ou à nos colons, ne se moralisent pas, ils corrompent. Ils communiquent à leurs compagnons l'expérience du mal qu'ils ont acquise, celle qu'ils possèdent le plus, et cela nous prépare dans un avenir rapproché un état social alarmant.

N'envisager que le côté purement matérielle dans une question de ce genre, c'est se tromper énormément, et se tromper sous tous les rapports : *miseros populos facit peccatum.*

Par l'immigration nous deviendrons peut-être une multitude, mais nous serons pas une nation forte. Nous ne devons pas empêcher les sujets étrangers de venir se fixer au milieu de nous, plusieurs peuvent nous être d'un grand secours ; mais si nous voulons qu'ils soient recommandables, c'est de ne pas payer pour attirer